Action de la DRIEE en Seine-Saint-Denis

Bilan 2018 & axes de travail 2019
TABLE DES MATIÈRES

1 INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES.................................................................4

2 SÉCURITÉ DES VÉHICULES...............................................................................................7

3 SÉCURITÉ DES ÉQUIPEMENTS SOUS PRESSION ET DES CANALISATIONS DE TRANSPORT.........................................................................................................................8

4 POLICE DE L’EAU................................................................................................................9
  4.1 Bilan des activités 2018......................................................................................................9
  4.2 Sujets d’actualité en 2018 / 2019.....................................................................................10

5 ESPACES ET PATRIMOINES NATURELS ET PAYSAGERS, CADRE DE VIE.................13
  5.1 Les espaces protégés......................................................................................................13
    5.1.1 Sites classés (loi de 1930)...............................................................................................13
    5.1.2 Les arrêtés préfectoraux de protection de biotope..................................................13
    5.1.3 Le multi-sites Natura 2000.........................................................................................14
  5.2 Les outils de connaissance de ces patrimoines..........................................................15
    5.2.1 L’atlas des paysages de Seine-Saint-Denis.................................................................15
    5.2.2 L’inventaire national du patrimoine naturel.................................................................15
  5.3 Les outils pour prendre en compte le patrimoine naturel et paysager, le cadre de vie et
       les ressources naturelles..............................................................................................16
    5.3.1 Réglementation relative à la publicité extérieure.........................................................16
    5.3.2 La CITES ou Convention de Washington pour les espèces menacées.....................17
    5.3.3 La gestion des espèces sauvages à réguler.................................................................18
    5.3.4 La commission interdépartementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CIPENAF)........................................................18
    5.3.5 L’élaboration du schéma régional des carrières d’Île-de-France (SRC)......................18

6 AVIS DE L’AUTORITÉ ENVIRONNEMENTALE, DÉVELOPPEMENT DURABLE DES
       TERRITOIRES ET DES ENTREPRISES..................................................................19
  6.1 Avis de l’autorité environnementale..............................................................................19
  6.2 Grand Paris......................................................................................................................22
  6.3 Préparation des jeux olympiques et paralympiques 2024.............................................22
  6.4 Débat public, participation citoyenne, éducation à l’environnement et au développement
cadre de vie................................................................................................................22
    6.4.1 Participation au débat public relatif à l’environnement..................................................22
    6.4.2 Participation du public.................................................................................................23
    6.4.3 Éducation à l’environnement et au développement durable (EEDD)..........................24
  6.5 Économie verte – Economie circulaire.........................................................................24
  6.6 Démarches territoriales de développement durable.....................................................25
Système de management de la qualité de la DRIEE
Les missions réalisées par la DRIEE le sont sous couvert du système de management de la qualité certifié ISO 9001.
1 Inspection des installations classées

Situation
Sur 10 inspecteurs ICPE affectés à l’unité départementale, 7,8 inspecteurs habilités (donc opérationnels) ont été présents en 2018.

Sur le département, en 2018, on a dénombré :

- 1 gare de triage de matières dangereuses
- 13 sites et sols pollués sensibles
- 195 établissements en régimes d’autorisation ou d’enregistrement, dont :
  - 26 sites soumis à la directive européenne IED dite « pollutions intégrées »
  - 1 site Seveso seuil haut (activité visée par ce classement actuellement suspendue par l’exploitant)
  - 5 sites Seveso seuil bas
  - 2 centres de traitement de déchets (1 Commission d’information)
  - 44 sites à enjeux
  - 2 carrières

De manière chiffrée, on peut notamment signaler :

- 21 arrêtés préfectoraux de mise en demeure
- 27 plaintes reçues

Principales activités 2018

- Priorité a été donnée à l’instruction des dossiers conduisant à autoriser une activité ou la modification / régularisation d’une activité existante, à la gestion des plaintes et au contrôle des ICPE (installations classées pour la protection de l’environnement).

- Présentation de 39 dossiers devant le CODERST.

- Dossiers de demandes d’autorisation et d’enregistrement. 
  En 2018, le nombre de dossiers a connu une augmentation, tant pour les dossiers d’enregistrement (7 en cours, 2 traités, 2 en attente) que pour les dossiers d’autorisation (1 en cours, 1 traité, 6 en attente). 

- Objectifs de délais d’instruction respectés pour 7 dossiers de demande d’autorisation ou d’enregistrement sur 8 (phase de recevabilité) et pour 2 dossiers sur 2 (délai de procédure globale). 
  On peut noter que 18 dossiers de demande de modifications ont été reçus.

- Programme de visites de contrôles des sites indispensables (37) réalisé à 100 % au 31 décembre 2018 et à 100 % en nombre de visites pondérées.
  Des actions spécifiques ont été menées vis-à-vis des traitements de surface, des sites illégaux, des
installations de combustion, dans le cadre de la préparation du plan de protection de l’atmosphère. Au total, 183 inspections ont été réalisées.

- **Deux inspections de la carrière souterraine** dite de Bernouille, pour laquelle une demande d’extension d’environ 25 ha est en cours d’instruction.

- **Suivi des sites et sols pollués** : programme réalisé à 73 %. Le niveau de cet indicateur traduit l’investissement important des inspecteurs sur ce sujet particulièrement sensible au sein du département (réhabilitation pour des usages sensibles, implication des élus et des associations...) : ont ainsi connu des avancées significatives les dossiers Wipelec, Eclair Daim, ELM Leblanc, Pressing Robespierre, Total Solvants, ARDEA, Sanofi, ALSTOM, Charvet et l’ancien site PSA d’Aulnay.
Le premier arrêté relatif aux secteurs d’information sur les sols (sur 6 communes) a été signé début 2018, la deuxième consultation (sur 5 communes) est en cours. 15 communes ne sont pas concernées à ce jour.

Plusieurs dossiers ont fait l’objet d’un suivi renforcé durant l’année 2018 :

- **la gare de triage de Matières Dangereuses de Drancy** : En 2017, l’étude de dangers a été instruite et un porter à connaissance a été transmis. En 2018, les travaux sur le Plan de Prévention et d’Intervention se sont poursuivis. Un exercice a été réalisé par la préfecture en novembre 2018 avec activation du COD.

- **Les entrepôts en milieu urbain** : suites à l’incendie de la Courneuve en avril 2015, les régularisations, complexes pour des locaux existants, se poursuivent. Plusieurs contentieux sont en cours.

- **Les deux sites et sols pollués (Eclair Daim à Drancy et Wipelec à Romainville) faisant l’objet d’une intervention de l’ADEME** : suivi des travaux engagés sur les deux sites, réponse aux sollicitations des riverains…

- **Le site de la SNEM à Montreuil** (traitement de surface) : inspections, réunions publiques, réponses aux sollicitations des médias, campagnes de mesures...

- **Le fort de Vaujours** : en 2018, le site du fort de Vaujours a fait l’objet d’une réunion de la commission de surveillance du site (CSS), au cours de laquelle le laboratoire central de la préfecture de police (LCPP) a présenté son examen de la qualité des eaux souterraines et l’ASN a fait part de son inspection sur site, qui a conclu à une organisation robuste pour assurer la radioprotection sur le chantier.
Placoplâtre envisage de présenter mi 2019 un dossier de demande d’autorisation d’exploiter à ciel ouvert une carrière de gypse sur la partie des terrains situés sur la commune de Vaujours. Dans ce cadre, Placoplâtre a sollicité la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) afin d’organiser une concertation élargie avec les parties prenantes. Fin 2018, 5 réunions de groupes de travail ont été organisées afin de prendre en compte les observations émises. Le rapport de la CNDP a été remis début 2019.
De manière générale, le nombre de dossiers présentant des enjeux sanitaires et la sensibilité des acteurs à ce type de dossier ont augmenté en 2018 : ils nécessitent un travail en lien avec d'autres services (Agence Régionale de Santé notamment) et sont souvent d'une gestion complexe et avec des impacts médiatiques importants.

Une attention particulière a également été portée aux réformes environnementales en cours (mise en place de l’autorisation environnementale) : formation, présentation au CODERST, participation aux réunions d’élaboration de la doctrine et instruction des premiers dossiers qui s’avèrent complexes puisqu’il s’agit pour beaucoup de dossiers liés aux travaux du Grand Paris (multiplicité des acteurs, délais contraints).

Programme 2019 (principaux points)

- Augmentation de la présence sur site de l’Inspection
- Instruction prioritaire des décisions d’autorisation des nouveaux projets industriels et poursuite du déploiement de l’autorisation environnementale
- Instruction des dossiers de réexamen dans le cadre de la publication des conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables aux grandes installations de combustion afin de maîtriser les émissions des chaufferies franciliennes et participant ainsi à l’effort du secteur industriel pour atteindre une meilleure qualité de l’air
- Poursuite de la gestion des sites pollués à risque sanitaire avéré et finalisation des secteurs d’information sur les sols afin de porter à la connaissance des aménageurs et du grand public les pollutions résiduelles des friches industrielles, et de mettre à leur disposition un cadre réglementaire clair pour la réhabilitation de ces anciennes friches vers de nouveaux usages
- Contrôle de l’effectivité et de la maintenance des mesures de maîtrise des risques (MMR) mises en place par les exploitants
- Contrôles spécifiques liés au risque incendie, notamment pour les entrepôts et les installations de gestion de déchets, compte tenu de l’accidentologie observée en 2018
- Action coup de poing sur les obligations de tri à la source des biodéchets et de tri 5 flux, dans de grandes enseignes (centres commerciaux, chaînes de restauration)
- Contrôle de l’utilisation des produits chimiques et substitution des substances les plus dangereuses
- Poursuite des actions contre les activités illégales (entrepôts, déchets, …)
2 Sécurité des véhicules

Le pôle véhicule, implanté à l'unité départementale de la Seine-Saint-Denis, exerce ses missions dans le domaine de la sécurité des véhicules sur les départements de la Seine-Saint-Denis, du Val-d'Oise et de la partie Nord de la Seine-et-Marne.

**Sur 7 agents techniques affectés à l'unité départementale dans l'activité véhicule, 5,5 agents techniques habilités (donc opérationnels) ont été présents en 2018.**

**Bilan 2018**

- L'année 2018 a été marquée par la refonte du contrôle technique des véhicules légers et des poids lourds, en application de la directive 2014/45/UE. A compter du 20 mai 2018, le nombre de points de contrôle a augmenté de 124 à 132. Le nombre de défauts critiques soumis à contre-visite avec une validité du contrôle limitée au jour-même pour les véhicules légers.

- Une réorganisation interne a conduit à une spécialisation du pôle sur certaines missions (centres poids lourds, réceptions complexes).

- 536 dossiers ont été traités pour des examens de dossiers de réception et d'autorisation de mise en circulation de véhicules : 51 attestations d'aménagement (anciennes cartes violettes), 475 procès-verbaux de réceptions à titre isolé ou individuelles et 10 procès-verbaux de réceptions complexes.

- Pour les centres de contrôle technique de véhicules légers (CCTVL)
  61 visites d'installation et 194 supervisions de contrôleurs ont été menées en 2018 sur les 215 centres existants sur la zone de compétence (88 centres existants en Seine-Saint-Denis).
  10 visites initiales ont été réalisées, ce qui représente comme l'an dernier un niveau élevé d'ouverture ou de changement d'exploitant ; on note également 4 fermetures définitives de centres pour motif économique.
  Aucun procès-verbal n'a été dressé mais deux procédures de sanction administrative ont été menées.

- Pour les centres de contrôle technique de poids lourds (CCTPL)
  Aucun centre de contrôle technique de poids lourds n'existe en Seine-Saint-Denis, les contrôles pratiqués (3 visites d'installation et 11 supervisions de contrôleurs) l'ont été sur les centres en Val d'Oise et en Seine-et-Marne.

**Programme 2019**

Les objectifs 2018 sont reconduits, avec une attention plus soutenue sur les procédures de sanction.
3 Sécurité des équipements sous pression et des canalisations de transport

Dans le domaine des équipements sous pression, l'activité a été riche en 2018 pour le département de la Seine-Saint-Denis. En effet, ont notamment eu lieu :

- une visite de supervision approfondie d'un organisme habilité à Saint-Denis,
- une visite de supervision inopinée d'un centre de regroupement chargé de réaliser la requalification périodique de bouteilles d'air comprimé,
- une opération de surveillance du marché d'équipements neufs ayant abouti à un arrêté préfectoral de retrait du marché d'un autocuiseur.

Dans le cadre du programme d'inspection régional visant à vérifier sur le terrain la bonne application de la réforme anti-endommagement des canalisations, cinq inspections de chantier ont été réalisées sur les communes du Blanc-Mesnil, Bagnolet (2), Bobigny et Romainville.

Deux inspections ont amené l'Inspection à proposer des amendes administratives à l'encontre de deux entreprises de travaux (Absence de Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT)) et d'une maîtrise d'ouvrage (Absence de Déclaration de Travaux (DT)).

Le travail d'instauration des servitudes d'utilité publique pour la maîtrise de l'urbanisation à proximité des canalisations de transport s'est terminé quant à lui fin 2017. Ces servitudes permettent de garantir le respect des règles de maîtrise de l'urbanisation à proximité des canalisations de transport en retranscrivant 3 zones de restriction de l'urbanisation dans les documents d'urbanisme et en remplaçant les porter à connaissance élaborés à la suite de la circulaire ministérielle du 4 août 2006. Ces servitudes sont plus solides juridiquement mais elles ne modifient pas les contraintes décrites dans les précédents porter à connaissance.

En 2019, l'Inspection poursuivra ses contrôles pour vérifier la bonne mise en œuvre de la réforme anti-endommagement qui porte ses fruits : une diminution de 30 % des dommages sur les réseaux (notamment sur le réseau de distribution de gaz) a en effet été constatée au cours des 5 dernières années. Par ailleurs, le retour d'expérience montre que la diminution du nombre de dommages est fortement corrélée au nombre de contrôles, c'est pourquoi ils seront renforcés en 2019.
4 Police de l'eau

4.1 Bilan des activités 2018

Dossiers de demande d’autorisation et de déclaration Loi sur l’eau clôturés en 2018

- **Autorisations et autorisations uniques** :
  - Aménagement de la ZAC Fort d’Aubervilliers à Aubervilliers et Pantin (Grand Paris Aménagement). Signé le 12/12/18.

- **Autorisations environnementales** :
  - Aménagement de la ZAC Bi-sites de l’Ecoquartier Fluvial de l’Île St-Denis – Secteur Printemps (SPL Plaine Commune Développement). Signé le 31/07/18 ;
  - Création de la Ligne 17 Nord du Grand Paris Express du Bourget (93) au Mesnil-Amelot (77) (Société du Grand Paris). Signé le 24/10/18 ;

- **Autorisations complémentaires** :
  - Encadrement du bénéfice d’antériorité du prélèvement permanent d’eau souterraine du forage F4 dans la nappe de l’Yprésien à Tremblay-en-France (Société Française de Distribution d’Eau). Signé le 20/02/18 ;

- **Autorisations temporaires** :
  - Prélèvement temporaire dans les eaux souterraines pour le relogement du commissariat de Police de Saint-Denis et des laboratoires parisiens de l’INPS à Saint-Denis (Préfecture de Police). Signé le 28/09/18.

- **Déclarations** : 68 dossiers de déclaration ont été instruits et/ou clôturés en 2018, dont la réhabilitation des berges de Seine – Quai du Châtelier à l’Île-Saint-Denis (Conseil Départemental 93), l’Ecoquartier Ile de la Marne à Noisy-le-Grand (SOCAREN), les aménagements en rive gauche du canal Saint-Denis à Neuilly-sur-Marne (SEML Plaine Commune), l’aménagement du terrain « ASPP » de Pantin (SEMIP) et de nombreux projets immobiliers.

- **Avis rendus et instructions de porterÀ connaissances** : une vingtaine d’avis rendus, internes ou externes aux services de la DRIEE, notamment pour les PLUi Grand Paris Grand Est et Plaine Commune et les projets d’études d’impact du Village des Médias et du Village Olympique.

Contrôles réalisés en 2018

- **22 contrôles de terrain** réalisés en 2018, dont : ZAC Plaine de l’Ourcq à Noisy-le-Sec (SEQUANO), Fosse Maussoin à Clichy-sous-Bois, ZAC Maison Blanche à Neuilly-sur-Marne (Grand Paris Aménagement), le commissariat de Saint-Denis (Préfecture de Police) et des aménagements de frayères en Marne ;

- une vingtaine de contrôles administratifs, notamment pour la Ligne 16 de Saint-Denis à Noisy-Champs, les prolongements de la Ligne 14 au Nord de Saint-Lazare à Saint-Ouen, de la Ligne 11 jusqu’à Rosny-sous-Bois et de la Ligne 12 jusqu’à Mairie d’Aubervilliers, l’usine de production d’eau potable de Noisy-le-Grand/Neuilly-sur-Marne (SEDIF), les stations de traitement Marne Aval et Seine Morée (SIAAP) et leurs systèmes de collecte, le suivi de quatre puits à l’Albien.

Dossiers de demande d’autorisation et de déclaration Loi sur l’eau en cours d’instruction

- **Autorisations environnementales** :
  - Liaison ferroviaire « CDG Express » entre Paris-Gare de l’Est (75) et l’aéroport Paris CDG (75/77/93/95) (Ministère en charge des transports). CODERST en janvier 2019 ;
  - Extension de la station de dépollution des eaux usées Bernard Cholin à Bonneuil-en-France (95) et création d’une canalisation de transfert jusqu’au collecteur Garges-Epinay de Dugny (93) (SIAH). Enquête publique achevée fin décembre 2018 ;
• Aménagement des zones de rétention d'eaux pluviales de la ZAC Aérolians de Tremblay-en-France (Grand Paris Aménagement). Recevabilité le 21/12/18 ;
• Ligne 15 Est du Grand Paris Express de Saint-Denis Pleyel (93) à Champigny Centre (93/94) (SGP). Recevabilité le 16/01/19 ;
• Pour mémoire (coordination préfet 92) : Ligne 15 Ouest du Grand Paris Express de Pont de Sèvres (92) à Saint-Denis Pleyel (93) (SGP). Recevabilité le 11/10/18 ;
• Pour mémoire (coordination préfète 77) : Aménagement du Parc Paysager la Plaine de Sempin à Chelles et Montfermeil (77/93) (SAFER). Recevabilité en novembre 2018 ;
• Pour mémoire (coordination préfète 77) : Autorisation AE2 de l'Aéroport Charles de Gaulle – Création de zones de stationnement et logistique (77/93/95) (ADP).

• Autorisations complémentaires :
  • Classement des canaux Saint-Denis et de l'Ourscq et de leurs ouvrages associés (Ville de Paris). En cours de signature ;
  • Modification des normes de rejet de la station d'épuration Marne Aval (SIAAP). En cours de signature ;
  • Pour mémoire (coordination préfet 92) : Modifications apportées au projet de prolongement à l'ouest de la ligne E du RER – projet EOLE – de la gare Haussman-Saint-Lazare (75) à Nanterre-la-Folie (92). En cours de signature.

• Déclarations : au 31 décembre 2018, 16 dossiers de déclaration sont en cours d'instruction, incluant l'enfouissement des lignes THT à Saint-Denis (RTE), la ZAC des Bas Heurts à Noisy-le-Grand (SOCAREN), le projet Coeur de Ville à Bobigny (SNC Bobigny) et la caserne de pompiers de Neuilly-sur-Marne (Préfecture de Police).

Pêche en eau douce
• Avis annuel 2018 de pêche pris en application de l'arrêté préfectoral relatif à l’exercice de la pêche en eau douce en Seine-Saint-Denis ;
• 4 autorisations de pêche exceptionnelles délivrées en 2018.

4.2 Sujets d'actualité en 2018 / 2019

Politique de l'eau – Actualités territoriales


• Plan d’actions pour la reconquête de la qualité de l'eau en vue de la baignade en Marne et en Seine en 2022 et 2024 (PRIF/DRIEE et Ville de Paris) :
  • Comité de politage sous la co-présidence du préfet de région et de la Ville de Paris tenus les 29/03 et 18/10/2018 :
    ▪ lors du comité du 29 mars, le plan d’actions pour la baignade sur le site Trocadéro-Champs de Mars a été présenté. Il permet notamment d’atteindre une qualité de l'eau baignable en Seine à Paris et à l’amont. Pour la Seine-Saint-Denis, le conseil départemental et l’EPT Grand Paris Grand Est sont directement concernés par sa mise en œuvre ;
lors du comité du 18 octobre, les sites de baignade retenus en héritage ont été annoncés. Plusieurs communes du 93 ont manifesté leur intérêt sur la Marne (Gournay-sur-Marne) ou sur la Seine (Epinay-sur-Seine, L'Ile-Saint-Denis). Pour la Seine, des compléments notables d'études sont nécessaires afin de définir les actions complémentaires pour atteindre une qualité de l'eau baignable sur les sites situés à l'aval de Suresnes ;
  - production par chaque collectivité d’une feuille de route présentant ses engagements pour le plan d’actions. Le CD93 a poursuivi l’animation du sous-groupe « Eaux pluviales », incluant la rédaction d’un référentiel métropolitain sur la gestion des eaux pluviales (APUR) ;
  - le CD93, en lien avec l’ensemble des EPT, le SIAAP, l’Agence de l’Eau et la DRIEE, a commandité une étude sur la connaissance des erreurs de branchements sur les bassins versants séparatifs, en vue de contribuer à la réduction des rejets d’eaux usées non traitées en Marne ou en Seine (mises en conformité). Les rapports ont été remis en décembre 2018.

- **Encadrement et conformité des stations d’épuration et du système de collecte de la zone « Paris-Zone centrale » en vue du rapportage européen (assainissement) :**
  - conformités 2017 : les stations Marne Aval et Seine Morée du SIAAP, ainsi que les systèmes de collecte des EPT et du CD93 ont été évalués ;


- **Compétence Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GeMAPI) :**
  - un état des lieux de la mise en œuvre de la compétence GeMAPI a été transmis par le préfet de région au ministère le 12 novembre 2018 ;
  - la DRIEE a accompagné la Métropole du Grand Paris dans l’identification des actions relevant de la taxe GeMAPI. Par délibération du 28 septembre 2018, la Métropole a choisi d’instaurer la taxe GeMAPI à compter de 2019 pour le financement d’actions non encore financées par les acteurs historiques de la GeMAPI ;
  - la DRIEE accompagne la Métropole du Grand Paris dans l’étude visant la définition de son système d’endiguement et l’élaboration du dossier d’autorisation afférent (réunion de lancement le 28 novembre). La Métropole devra notamment décider de l’intégration des digues, aujourd’hui non classées sur le territoire de la Seine-Saint-Denis, dans son système d’endiguement.

- **Compétence Eau potable, dévolue aux EPT depuis le 1er janvier 2016 :**
  - les EPT du 93 ont ré-adhéré au SEDIF à l’exception des EPT Plaine Commune et Est Ensemble. Ce dernier a lancé mi-2018 une étude sur la création d’une régie publique de distribution d'eau potable. Les élus doivent valider, d’ici fin 2019 (échéance de la convention provisoire signée entre SEDIF et EPT), la réadhésion ou la sortie du SEDIF. La DRIEE appuie la PRIF dans ses échanges avec le SEDIF et les EPT ;
  - les quatre principales collectivités en charge de la distribution d’eau potable sur la zone dite interconnectée (Ville de Paris, SEDIF, SEPG et syndicat mixte pour la gestion du service des eaux de Versailles et Saint-Cloud) se sont associées pour conduire une étude visant la sécurisation de l’alimentation en eau potable, notamment en cas de crise. Le travail porte principalement sur le partage de l’état des lieux et l’identification des scénarii de risques pour l’approvisionnement en eau potable. La DRIEE contribue en particulier sur le recours à la ressource de l’Albien.

- **Schémas d’Aménagement et de Gestion des Eaux :**
  - Marne Confluence : approbation par arrêté interpréfectoral du 2 janvier 2018. Implication de la DRIEE dans la définition des modalités de prise en compte par les services de l’État et dans la création, par la structure porteuse, de la commission visant à rendre les avis de la CLE dans le cadre de l’instruction des dossiers au titre de la Loi sur l’eau et des ICPE ;
• **Préservation des ressources et limitation des usages de l’eau :**
  ◦ **étiage 2018 :** les débits de la Seine et de la Marne sont restés au-dessus du seuil de vigilance grâce au soutien à l’étiage assuré par les Grands Lacs de Seine de juillet jusqu’à la fin de l’année. Aucune mesure n’a dû être prise en application de l’arrêté interpréfectoral cadre du 15 mai 2017 définissant pour Paris, les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne des mesures coordonnées de limitation temporaire des usages de l’eau.

• **Cartographie des points d’eau :** en application de l’arrêté ministériel du 4 mai 2017 relatif à la mise sur le marché et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, les points d’eau doivent être définis par arrêté préfectoral dûment motivé et après consultation du public. L’arrêté inter-préfectoral définissant les points d’eau pour les quatre départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne a été signé le 10 octobre 2018, prenant en compte, suite à la consultation, les secteurs à préserver dans le site Natura 2000.

• **Préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 :** aux côtés des autres services de l’État, contribution de la DRIEE au cadrage des dossiers au titre du code de l’environnement et au groupe de travail sur la navigation dans le petit bras de Seine (Ile-St-Denis).

• **Plan interDépartemental pour la Protection des milieux aquatiques et la Gestion des ressources piscicoles (PDPG) :** projet élaboré par la FPPMA 75 92 93 94 en application de l’article L433-4 du code de l’environnement, en vue de la définition des orientations de mise en valeur piscicole sur la petite couronne, avec l’appui de la DRIEE. Par note du 13 septembre 2018, la DRIEE a saisi pour avis les 4 préfets concernés et leur a fait parvenir son analyse sur ce projet de plan, qui sera soumis à leur approbation.


**Principaux dossiers attendus pour instruction**

• **Infrastructures de transport :**
  ◦ **Bus à haut niveau de service « T Zen 3 »** entre la Porte de Pantin (75) et la gare de Gargan / Les Pavillons-sous-Bois (93) (CD93) ;
  ◦ Aménagement du **système d’échangeurs de Pleyel** (A86) et de Porte de Paris (A1) à Saint-Denis (DiRIF) ;
  ◦ Déplacement du **Circuit routier de vitesse « Carole »** de Tremblay-en-France (Grand Paris Aménagement).

• **Aménagement fluvial/cours d’eau :**
  ◦ Franchissement de la Seine au droit du Village Olympique entre Saint-Denis et L’Île-Saint-Denis (CD93) ;
  ◦ **Aménagements de la Vallée du Sausset** à Tremblay-en-France. Courrier du préfet signé le 28/09/18 pour rappeler les grands attendus de l’État et la nécessité de clarifier la maîtrise d’ouvrage vis-à-vis de la compétence GeMAPI ;
  ◦ Réhabilitation des berges du **parc de la Haute-Ile** à Neuilly-sur-Marne (CD 93).

• **Aménagement de ZAC / quartiers :**
  ◦ **ZAC du Village Olympique et ZAC du Village des Médias** (SOLIDEO) ;
  ◦ **ZAC Ecoquartier Gare de Pantin** à Pantin ;
  ◦ Aménagement du **Plateau d’Avron** à Rosny-sous-Bois (EPT Grand Paris Grand Est) ;
  ◦ Aménagement de la **Corniche des Forts** de Romainville (Grand Paris Aménagement) ;
  ◦ **ZAC Sevran Terres d’Avenir** à Sevran (Grand Paris Aménagement) incluant le projet Sevran Terres d’Eau (Linkcity).

• **Eau/assainissement :**
  ◦ Rénovation du dispositif ultra-violet de la station d’épuration Marne aval.
5 Espaces et patrimoines naturels et paysagers, cadre de vie

5.1 Les espaces protégés

5.1.1 Sites classés (loi de 1930)


Les principaux dossiers en cours pour les sites classés de Seine-Saint-Denis sont les suivants.

Parc de la Poudrerie de Sevran

Parallèlement aux décisions politiques sur le devenir du parc forestier de la Poudrerie, au vu de l’intérêt historique et paysager de cet ensemble unique, une réflexion est en cours sur l’extension du périmètre du site classé aux terrains du ministère de la défense et l’inscription de la cité jardin.

Montreuil, Murs à pêches : projet dans le cadre de « Inventons la métropole du Grand Paris », sur l’ancienne usine EIF.
La DRIEE et l’UDAP se sont mobilisées pour cadrer ce projet qui concerne deux parcelles classées, auprès de la Ville de Montreuil. Un appel à projet spécifique, sur les 2 parcelles classées, avec comme objet une valorisation agricole, doit être lancé en 2019.

Montreuil : parc de Montreau – projet de classement
Jusqu’à lors partiellement inscrit, le parc de Montreau figure sur la liste des sites restant à classer dans le département. Le conseil municipal a délibéré favorablement en faveur du classement de ce parc le 26 septembre 2018. Une étude préalable, paysagère et historique, a été confiée au Master de Versailles « Jardins historiques, patrimoine, paysage » et se déroulera en 2019.

5.1.2 Les arrêtés préfectoraux de protection de biotope

Le département de Seine-Saint-Denis comprend 5 arrêtés préfectoraux de protection de biotope (APPB) :

- Alisiers du plateau d’Avron à Neuilly-Plaisance (APB du 11 juillet 1988)
Un APPB vise à réglementer ou interdire des activités susceptibles de porter atteinte à la conservation du biotope d'espèces protégées.

Les actualités sont les suivantes.

L'APB du Bois-Saint-Martin à Noisy-le-Grand est l'objet d'un projet d'élargissement du RER E par SNCF réseau. Des échanges ont actuellement lieu entre la DRIEE et SNCF réseau autour de ce projet qui pourrait impacter une surface comprise dans le périmètre protégé par l'APB. En outre, le Conseil régional entend faire l'acquisition foncière de ce boisement à des fins d'ouverture au public. Une ouverture au public n'étant pas compatible avec les actuelles dispositions de l'APPB, des échanges auront lieu prochainement avec l'Agence des espaces verts afin de définir les modalités d'ouverture au public, de préciser les enjeux écologiques et d'envisager d'éventuels ajustements à apporter à l'APPB (y compris d'éventuelles mesures compensatoires ou d'accompagnement).

L'association ANCA (les amis naturalistes des coteaux d'Avron) a saisi le préfet début 2019 pour solliciter la prise d'un Arrêté préfectoral de protection de biotope (APPB) sur le bois du croissant vert à Neuilly-sur-Marne, comptentu du cortège d'espèces présentes (Alisier de Fontainebleau, Triton crêté) et de leur statut biologique sur le site.

5.1.3 Le multi-sites Natura 2000

En plus d'être intégralement situé en ville, le site Natura 2000 de la Seine-Saint-Denis a une autre particularité. C'est un site « réseau », constitué de 15 parcs et forêts du département.

Un comité de pilotage Natura 2000, portant sur le bilan des trois dernières années, s'est tenu le 17 mai 2018, sous la présidence du Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis, structure porteuse chargée de la mise en œuvre des actions du document d'objectifs dans le cadre d'une convention établie avec l'État, via la DRIEE.

Le Conseil départemental a été renouvelé, par arrêté préfectoral du 21/12/2018, en tant que structure porteuse et animatrice, ainsi que pour la présidence du comité de pilotage pour 3 ans.

- en forêt régionale de Bondy, en faveur d'aménagements favorables à la nidification du Blongios nain (débroussaillage, dessouchage, création de chenaux) ;
- dans le Parc Georges Valbon (réouverture de milieu et élimination d'essences à caractère envahissant, expérimentation de roselières au lac des oiseaux) ;
- dans le Parc départemental de la Haute-île (élargissement de roselières et végétalisation des continuités, mise en place de 6 radeaux à Sternes) ;
- dans le Parc du Sausset (installation de nichoirs artificiels favorables à la nidification du Martin-pêcheur d'Europe).

En 2018, pour une meilleure connaissance du site, des séances de formation ont été mises en place pour l'ensemble des acteurs du territoire afin de sensibiliser les associations, les villes et le public (observ'acteur) pour la réalisation de suivis Natura 2000 et valoriser chaque entité du site Natura 2000 par des actions de restauration.
La DRIEE demeure très attentive à la préservation de l’intégrité de ce multi-sites Natura 2000 et de son bon fonctionnement comme lieu d'habitat et de reproduction des espèces d'oiseaux ainsi protégées. La richesse qu'il représente est en effet une importante contribution à la qualité de vie des habitants du département. Afin d'éviter toute incompatibilité entre certains projets et les objectifs de préservation précités, la DRIEE intervient le plus en amont possible afin de présenter le dispositif réglementaire propre au site Natura 2000 qu’il convient de respecter.

En outre, la DRIEE a accompagné, pour l’évaluation des incidences de leurs projets sur le site Natura 2000 :

- la Société du Grand Paris, dans le cadre des études loi sur l'eau, avec la programmation des différentes lignes induisant un impact sur la baisse des niveaux d'eau de 4 plans d'eau à enjeux écologiques forts (Vallon écologique et Étang des brouillards pour le Parc G.Valbon, Étang de Savigny et le Marais pour le Parc du Sausset) ;
- le projet d’aménagement du plateau d’Avron ;
- des événements sportifs tel que l’organisation d’un trail / marche nordique à Bondy ;
- la manifestation aérienne au musée de l’Air ;

La DRIEE participe également :

- aux études des abords du multi-sites (inventaire destiné à en faciliter l'insertion urbaine et les accès, pour renforcer l’attractivité de ces espaces tout en les préservant) ;
- aux programmations des futurs aménagements autour du parc Georges Valbon (suites du dialogue compétitif) ;

5.2 Les outils de connaissance de ces patrimoines

5.2.1 L'atlas des paysages de Seine-Saint-Denis


5.2.2 L’inventaire national du patrimoine naturel


A l’heure actuelle, on dénombre dans chaque département de Paris et de la proche couronne :

- 75 : 4 ZNIEFF pour une superficie d’environ 1 438 ha (Bois de Boulogne + Vincennes)
- 92 : 11 ZNIEFF pour une superficie d'environ 1 363 ha
- 93 : 23 ZNIEFF pour une superficie d'environ 1 840 ha
- 94 : 33 ZNIEFF pour une superficie d'environ 10 040 ha

Aujourd'hui, cet inventaire devient continu, ce qui permet une évolution plus opérationnelle. Cette évolution permet d'avoir des ZNIEFF toujours plus pertinentes par la prise en compte de l'amélioration de la connaissance des espèces ainsi que l'évolution de leur état de conservation.

Cette mise à jour en continu se déroule en 3 étapes :
- actualisation des listes d'espèces déterminantes existantes et élaboration de listes pour de nouveaux taxons (fait)
- inventaires sur le terrain des zones
- validation par le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel puis par le Museum d'histoire naturelle

La prochaine étape va consister à mettre à jour les 729 ZNIEFF de la région, en vérifiant qu'elles contiennent toujours des espèces déterminantes : certaines zones seront le cas échéant désinscrites si elles ne justifient plus d'éléments dits aujourd'hui encore déterminants du patrimoine régional, et au contraire, d'autres zones pourront être identifiées comme de nouvelles ZNIEFF à créer.

5.3 Les outils pour prendre en compte le patrimoine naturel et paysager, le cadre de vie et les ressources naturelles

5.3.1 Réglementation relative à la publicité extérieure

Les dispositifs relatifs à la publicité extérieure permettent essentiellement aux professionnels de signaler leurs activités ou leurs produits sur des supports très variés. L'implantation de ces dispositifs doit rechercher un équilibre permettant à la fois la liberté d'expression, la liberté d'entreprise et le respect du paysage et du cadre de vie.

En Petite Couronne parisienne, l’Etat est compétent sur les communes ne disposant pas de règlement local de publicité (RLP). À ce titre, il assure l'instruction des demandes d'autorisation et assure la police de la publicité. En effet, dès lors qu'une commune dispose d'un RLP, c'est le maire qui est l'autorité de police compétente. Toutefois, le préfet garde la possibilité d'engager une procédure de substitution (L 581-14-2) si la carence du maire en matière de police est établie.

Pour mémoire, le maire est toujours compétent pour délivrer les autorisations de certains dispositifs (par exemple, bâches) ou la commune pour instaurer une taxe locale de publicité extérieure, quelle que soit la situation au regard d'un RLP.

Le pôle publicité extérieure (PPE) de la DRIEE agit pour le compte du préfet de la Seine-Saint-Denis. Il est compétent sur 16 communes.

**Bilan 2018**
En matière d'instruction, le pôle publicité a traité 105 dossiers (82 en 2017) dont 1 a fait l'objet d'un rejet tacite (absence de réponse à la demande de complément) et 1 d'un arrêté d'autorisation.

En matière de police, on peut noter la faible connaissance de la réglementation par les commerçants. Le pôle publicité a établi sur les communes relevant de sa compétence 52 PV (32 en 2017) dont 16 sur signalement de l'association Paysages de France. L'ensemble a été régularisé.

Concernant les Règlements Locaux de Publicité, la DRIEE a été associée à 1 procédure d'élaboration (Drancy) et a rédigé 1 avis de l'État (Livry-Gargan).
Perspectives 2019
L’enjeu principal du pôle publicité continue à être de favoriser l’approbation de Règlements Locaux de Publicité Intercommunaux sur l’ensemble des EPT de la petite couronne. Il est en effet rappelé que les RLP dit de première génération seront frappés de caducité à compter du 13 juillet 2020. En l’absence de RLP en vigueur, c’est l’État qui deviendra compétent en matière d’instruction et de police.

Un autre enjeu du pôle publicité est de sensibiliser les communes disposant d’un RLP pour que celles-ci définissent une véritable politique de police de la publicité extérieure. Le pôle publicité a comme projet de mettre en place un club en direction des collectivités locales afin d’appuyer les services techniques dans leur travail d’instruction et de police.

Enfin, le pôle publicité a entrepris un travail spécifique de sensibilisation des collectivités sur l’impact des publicités (scellés au sol ou sur mobilier urbain) dans l’espace public en partant du constat que la publicité avait de plus en plus comme vecteur l’espace public, géré par les collectivités.

Durant l’année 2019, le pôle publicité rappellera aussi auprès des collectivités et des afficheurs, les incidences à prévoir du passage du périmètre “monuments historiques” de 100 à 500 mètres au 1er janvier 2020.

5.3.2 La réglementation au bénéfice des espèces protégées

Dans le champ des enjeux environnementaux, certaines espèces animales et végétales, de forte valeur écologique et menacées, donnent lieu à une protection particulière. Il est interdit de leur porter atteinte directement ou à leur milieu. Néanmoins, dans quelques cas précis et sous certaines conditions, il est possible de déroger à ces interdictions (article L. 411-2 du Code de l’environnement).

La DRIEE instruit à ce titre :
- les demandes de dérogation faites dans le cadre de projets d’aménagement,
- les demandes de prélèvement à des fins scientifiques.

Ces dérogations sont formalisées par un arrêté préfectoral.

En Seine-Saint-Denis, un arrêté portant dérogation à la protection des espèces a été délivré en 2018 dans le cadre d’un projet d’aménagement (Île de loisirs de la Corniche des Forts à Romainville) et trois dossiers déposés ont fait l’objet d’une clôture d’instruction (dérogation non nécessaire).

Au 31 décembre 2018, 8 autres dossiers d’aménagement sont en cours d’instruction et se poursuivront sur 2019 (CDG Express, Ligne 15 ouest, Carrière de Vauxours, RER E+, Ligne 15 est, Requalification des carrières de Gagny, ZAC des Bas-heurts). D’autres dossiers sont d’ores et déjà annoncés pour l’année 2019, notamment pour les projets liés aux Jeux Olympiques 2024 (Démantèlement du terrain des essences, Village olympique,…).

Par ailleurs, deux arrêtés de dérogation ont été délivrés pour la prévention du péril aviaire sur les aéroports du Bourget et Charles-de-Gaulle et deux arrêtés ont été délivrés pour des inventaires scientifiques.

5.3.3 La CITES ou Convention de Washington pour les espèces menacées

La CITES, ou Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d’extinction, est un accord international passé entre plusieurs gouvernements. Cette convention environnementale fournit un cadre juridique international et des mécanismes communs de procédure pour réglementer le commerce international des espèces animales et végétales sauvages. Son but est de veiller à ce que le commerce international ne menace pas leur survie. Toutes les importations, exportations et réexportations des espèces couvertes par la Convention doivent être autorisées par le biais d’un système de permis et de certificats.

La Seine-Saint-Denis a un rôle important dans le commerce international de la maroquinerie de luxe, ce qui implique des autorisations au titre de la CITES.

12 841 documents CITES ont été émis en 2018 par le service nature de la DRIEE par délégation du Préfet de la Seine-Saint-Denis pour encadrer le commerce international d’espèces de faune et de flore sauvages menacées d’extinction. Le département représente 22 % du volume d’activité de la région Île-de-France, principalement du fait de la présence d’Hermès Sellier (exportation de maroquinerie de luxe en peaux exotiques) installé en Seine-Saint-Denis (12 696 permis délivrés pour ce seul site). Ce chiffre a toutefois diminué de près de 3000 documents par rapport à 2017 en raison de la mise en place de procédures simplifiées au sein de la maison Hermès.
5.3.4 La gestion des espèces sauvages à réguler

La CDCFS (commission départementale de la chasse et de la faune sauvage) s’est réunie le 28 mars 2018 pour donner son avis sur les dates d’ouverture et fermeture de la chasse ainsi que sur les propositions d’attribution des plans de chasse. La CDCFS dans sa formation « nuisibles » s’est réunie le même jour pour examiner les projets d’arrêtés départementaux fixant la liste des espèces nuisibles. Par ailleurs, la CDCFS dans sa formation « nuisibles » s’est réunie en octobre et novembre 2018 afin de finaliser la préparation des demandes préfectorales de classement des espèces susceptibles d’occasionner des dégâts en application de l’arrêté ministériel 2019-2022 de classement des espèces « nuisibles » du 2e groupe. Les demandes ont été transmises au ministère.

Un arrêté de battue a été pris le 19 février 2018 afin de poursuivre la régulation des oies bernaches par stérilisation des œufs dans les espaces gérés par le service des parcs urbains, les parcs Georges Valbon et du Sausset ainsi que sur la base de loisirs de Champs-sur-Marne. Il sera reconduit en 2019.

Quatre arrêtés de battue ont été pris en 2018 sur le département pour réguler les sangliers. En effet, comme en 2017, la présence en nombre significatif de sangliers sur les secteurs de Coubron, Vaujours et Livry-Gargan a entraîné des dégâts, nécessitant l’intervention du lieutenant de louveterie du département.

En 2019 seront renouvelés dans chaque département les lieutenants de louveterie.

5.3.5 La commission interdépartementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CIPENAF)

La loi d’avenir pour l’agriculture, l’alimentation et la forêt, adoptée en octobre 2014, a élargi la compétence de la CICEA (commission interdépartementale de la consommation des espaces agricoles) aux espaces naturels et forestiers, et a ainsi créé la commission interdépartementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers : la CIPENAF, pour les départements de Paris et de la petite couronne (Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne et Hauts-de-Seine), dont la DRIEE est membre.

Pour apprécier les éventuelles atteintes aux espaces naturels, agricoles et forestiers et à leurs fonctionnalités, la CIPENAF s’appuie notamment sur le SDRIF (Schéma directeur de la région Île-de-France) et le SRCE (Schéma régional de cohérence écologique).

En 2018, la commission a tenu 5 réunions. Pour la Seine-Saint-Denis, elle a examiné les dossiers suivants :
- PLU de Gagny,
- PLU de Montreuil sous Bois,
- PLU de Clichy-sous-Bois,
- le projet d’aménagement de la Corniche des Forts,
- le projet de Cluster des médias dans le cadre des jeux olympiques et paralympiques (Dugny, Le Bourget, La Courneuve)

qui ont reçu un avis favorable.

5.3.6 L’élaboration du schéma régional des carrières d’Île-de-France (SRC)

Piloté par la DRIEE, le schéma régional des carrières remplacera les schémas départementaux des carrières (77-78-91-95) et portera sur l’ensemble du territoire régional (y compris les départements n’ayant actuellement pas de schéma des carrières, comme la Seine-Saint-Denis). En particulier, compte-tenu de l’activité de carrière de la Seine-Saint-Denis, une cartographie de la géologie du département sera réalisée et intégrée aux réflexions.

Issu de la loi « ALUR », formalisé par le décret du 15 décembre 2015, transcrit à l’article R.515-1 du code de l’environnement, c’est un document stratégique de planification opposable, notamment aux documents d’urbanisme. Les motivations sont : une gestion économique des matériaux avec la prise en compte des ressources issues du recyclage, une maîtrise des flux logistiques afférents, la préservation de la ressource (d’intérêt régional et national) ainsi que la sécurisation de l’approvisionnement en matériaux (y compris en intégrant les granulats marins), nécessaires aux projets d’aménagement du territoire et à l’industrie.

6 Avis de l'autorité environnementale, Développement durable des territoires et des entreprises

6.1 Avis de l'autorité environnementale

- Rôle de l'autorité environnementale

L'autorité environnementale est la garante de la démarche d'évaluation environnementale (c'est-à-dire de la bonne prise en compte de l'environnement) dans l'élaboration des projets, des plans-programmes et des documents d'urbanisme. Cette démarche consiste à établir un état initial complet du site et à définir les mesures pour éviter, réduire, voire compenser les impacts d'un projet, d'un plan/programme ou d'un document d'urbanisme sur l'environnement.

En 2018, la compétence d'autorité environnementale a été exercée principalement par la Mission régionale d'autorité environnementale du CGEDD (MRAe) pour les projets, les documents d'urbanisme et les plans et programmes dont l'État n'est pas (co-)porteur. Depuis un arrêt du Conseil d'État en date du 6 décembre 2017, la compétence d'autorité environnementale du préfet de région pour les avis sur les projets est en effet revenue à la MRAe. Le préfet de région reste compétent sur les demandes d'examen au cas par cas sur les projets franciliens.

L'autorité environnementale émet un avis dans le cadre de la procédure d'autorisation, d'approbation ou de décision des projets, des plans/programmes et des documents d'urbanisme. Cet avis, simple et non conclusif, porte sur la qualité de l'évaluation environnementale et sur la prise en compte de l'environnement. Il est joint lors de la phase de consultation du public et doit être pris en considération dans l'autorisation, l'approbation ou la décision. L'avis de l'autorité environnementale s'adresse donc à différents publics : le maître d'ouvrage, l'autorité compétente pour autoriser, approuver ou décider, le public, les bureaux d'étude, etc.

La DRIEE intervient en appui lors des différentes étapes d'une démarche d'évaluation environnementale : réunions d'échanges avec les maîtres d'ouvrage, cadrage préalable, réception de la saisine de l'autorité environnementale, préparation de l'avis, examen au cas par cas donnant lieu à décision de réaliser une évaluation environnementale ou non, ce qui assure la cohérence des interventions de l'autorité environnementale à plusieurs échelles.

En particulier, la DRIEE, en tant que service régional chargé de l'environnement, appuie la MRAe et le Préfet de Région dans l'exercice de cette mission. À ce titre, elle :
- informe sur la procédure et la méthode (participations à des réunions d'associations, organisation de sessions d'information, ...),
- anime un réseau régional de correspondants au sein des services de l'Etat (dont les préfectures),
- produit des propositions de notes de cadrage préalable lorsque l'autorité environnementale compétente est saisie par la collectivité en amont pour connaître « le degré de précision attendu » (article L.121-1-2 du code de l'urbanisme) ;
- produit des propositions d'avis de l'autorité environnementale sur les documents d'urbanisme et certains plans-programmes (article L.121-1-2 du code de l'urbanisme, article R.122-1-7 du code de l'environnement) ;
- produit des propositions de décision de l'autorité environnementale sur les plans locaux d'urbanisme et les plans-programmes (articles R. 121-1-4 à R.121-1-6 du code de l'urbanisme et article R 122-1-7 à R.122-1-9 du code de l'environnement).

Les décisions et avis de l'autorité environnementale sont systématiquement mis en ligne.
http://www.driee.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/les-avis-de-l-autorite-environnementale-r233.html
Évaluation environnementale des projets :

La DRIEE prépare les avis de la Mission régionale d’autorité environnementale en sa qualité d’autorité environnementale sur les projets. La préfecture de la Seine-Saint-Denis est systématiquement sollicitée pour contribuer à la préparation de l’avis de l’autorité environnementale pour les projets du département. Le préfet de région reste compétent sur les demandes d’examen au cas par cas sur les projets franciliens.

Avis de l’autorité environnementale

En 2018, 11 projets ayant fait l'objet d'un avis explicite de l'autorité environnementale :

<table>
<thead>
<tr>
<th>10 projets d’aménagement, de construction (hors ICPE et installations minières) (70 au niveau régional)</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>• Projet de logements à Gagny - 24 janvier 2018</td>
</tr>
<tr>
<td>• Projet Corniche des Forts Romainville - 28 mai 2018</td>
</tr>
<tr>
<td>• Projet urbain du quartier de la mairie - La Courneuve - 02 juin 2018</td>
</tr>
<tr>
<td>• Projet de restructuration de la Tour Pleyel - Saint-Denis - 12 juillet 2018</td>
</tr>
<tr>
<td>• ZAC Plaine de l’Ourcq à Noisy-le-Sec - 17 août 2018</td>
</tr>
<tr>
<td>• Projet de parc paysager du Sempin - Chelles (77) et Montfermeil (93) - 17 septembre 2018</td>
</tr>
<tr>
<td>• Projet d'aménagement des Espaces d'Abraxas à Noisy-le-Grand - 23 septembre 2018</td>
</tr>
<tr>
<td>• Projet immobilier - Zac Bienvenue Gare - Le Bourget - 23 septembre 2018</td>
</tr>
<tr>
<td>• Projet d'aménagement des Bas-Heurts à Noisy-le-Grand - 25 septembre 2018</td>
</tr>
<tr>
<td>• Lot n°9 - ZAC des Docks - Saint-Ouen - 30 novembre 2018</td>
</tr>
</tbody>
</table>

et 1 projet de demande d’autorisation ICPE et installations minières

• Projet de géothermie à Bobigny – 30 août 2018

9 projets concernant le département (14 au niveau régional) ont par ailleurs fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale nationale du CGEDD en 2018 :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Avis de l’autorité environnementale nationale</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>• Ligne 15 Est du Grand Paris express reliant Saint-Denis-Pleyel à Champigny-Centre - 19 décembre 2018</td>
</tr>
<tr>
<td>• Projet urbain Pleyel à Saint-Denis (93) - 21 novembre 2018</td>
</tr>
<tr>
<td>• Amélioration de l’offre RER entre Villiers-sur-Marne – Le Plessis-Trévise (94) et Roissy-en-Brie (77) et la mise en compatibilité des plans locaux d’urbanisme d’Emerainville (77), Noisy-le-Grand (93) et Pontault-Combault (77) - 24 octobre 2018</td>
</tr>
<tr>
<td>• Zone d’aménagement concerté (ZAC) « Village olympique et paralympique » (93) - 24 octobre 2018</td>
</tr>
<tr>
<td>• Plateforme de transit de déblais d’Aulnay-sous-Bois (93) - 26 septembre 2018</td>
</tr>
<tr>
<td>• Ligne 15 ouest du Grand Paris express reliant Pont de Sèvres à Saint-Denis-Pleyel (92, 93) - Actualisation de l’avis n°2015-10 - 29 août 2018</td>
</tr>
<tr>
<td>• Liaison ferroviaire Charles de Gaulle Express (75, 77, 93 et 95) - 25 juillet 2018</td>
</tr>
<tr>
<td>• Centre d’exploitation des lignes 16 et 17 du Grand Paris Express (93-95) - Complément à l’avis Ae n°2017-71 - 11 avril 2018</td>
</tr>
<tr>
<td>• Création de la ligne 17 Nord du Grand Paris Express entre la gare Le Bourget - RER (non incluse) et la gare Le Mesnil-Amelot (93, 95, 77) - Actualisation de l’avis n°2015-78 - 10 janvier 2018</td>
</tr>
</tbody>
</table>

La DRIEE apporte son appui d’une part auprès des porteurs de projets pour faciliter l’ordonnancement des procédures d’autorisation (voir § Grand Paris), d’autre part auprès de l’autorité environnementale du CGEDD pour apporter des éléments de connaissance sur les projets.

Examen au cas par cas

Dans le cadre de la procédure au cas par cas (projets hors ICPE), 33 décisions ont été émises sur les demandes déposées en 2018 concernant des projets dans le département de la Seine-Saint-Denis (242 au niveau régional).

28 décisions dispensent les projets de la réalisation d’une étude d’impact (206 au niveau régional). 7 décisions portent obligation de réaliser une étude d’impact (36 au niveau régional) :

- Rosny-sous-Bois - Construction de magasin et bureaux
- Tremblay-en-France - Construction d'un bâtiment de messagerie et de bureaux - zone fret 5 et 6
- Bobigny - Logements rue de la Couronne
- La Courneuve - régularisation d’une ICPE (obligation)
- Aubervilliers - l’ilot B2 de la ZAC du Canal
- Noisy-le-Sec - projet immobilier Triangle Ouest de la ZAC Quartier durable de la Plaine de l’Ourcq (obligation)
- Rosny-sous-Bois - construction d'un groupe scolaire et de logements sur le lot B2A de la ZAC Coteaux-Beauclair (obligation)
- Saint-Denis - aménagement du Fort de l’Est (obligation)
- Le Bourget - réaménagement d’un site d’activités avec construction de 4 nouveaux bâtiments
- Aulnay-sous-Bois - construction d’un nouveau centre aquatique


• Évaluation environnementale des documents d'urbanisme

La DRIEE prépare les avis de la Mission régionale d’autorité environnementale pour les documents d'urbanisme.

Examen au cas par cas

En Seine-Saint-Denis, en 2018, on peut comptabiliser 12 décisions rendues concernant les documents d’urbanisme (à l’échelle régionale : 209).


Avis de l’autorité environnementale


La DRIEE apporte par ailleurs à la DRIEA des éléments relevant de sa compétence en environnement pour les porter à connaissance et les avis de l’Etat sur les documents d’urbanisme. Pour les porter à connaissance (PAC), un travail a été mené par la DRIEE conduisant à la rédaction d’un PAC générique « PAC type » permettant de répondre de façon systématique aux demandes pour des communes présentant peu d’enjeux environnementaux. Ce PAC-type a été mis à jour en 2018.

• Évaluation environnementale des plans et programmes

La DRIEE prépare les avis de la Mission régionale d’autorité environnementale pour les plans et programmes.

En 2018, on peut notamment signaler :

- le zonage d’assainissement d’Itteville (Essonne), pour lequel la MRAe a émis un avis sur l’évaluation environnementale, rendue obligatoire par une décision au cas par cas de l’année précédente ;
- le plan climat-air-énergie de la Métropole du Grand Paris qui, en 2018, a donné lieu à un avis de la MRAe (après avoir fait l’objet d’un cadrage formel en 2017) ;
- le plan régional de prévention et de gestion des déchets qui, en 2018, a fait l’objet d’un cadrage formel par la MRAe à la demande de la Région.
6.2 Grand Paris

La DRIEE est chargée de l'instruction de plusieurs procédures d’autorisation nécessaires à la réalisation des projets de transport du Grand Paris, tant en ce qui concerne les prolongements de lignes de métro existantes (lignes 11, 12 et 14) que les créations de lignes et des gares du Grand Paris Express. Ces procédures sont menées au titre de la loi sur l'eau, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, des demandes de dérogation à la destruction des espèces protégées, relatives aux incidences sur les sites Natura 2000, etc. Pour faciliter l'instruction de ces procédures, la DRIEE rencontre les porteurs de projet en amont des dépôts de ces différentes demandes d’autorisation. Certaines d'entre elles doivent réglementairement être accompagnées d'une démarche d'évaluation environnementale.

La DRIEE a ainsi rédigé plusieurs notes à destination des services de l'État qui visent à expliciter l'articulation entre la démarche d'évaluation environnementale et l'instruction des différentes demandes d’autorisation nécessaires aux projets. En 2018, la DRIEE a notamment continué de présenter et de porter ces doctrines dans divers cadres (réseau évaluation environnementale, réunions avec les porteurs de projet). Elles visent à optimiser l'ordonnancement des différentes procédures nécessaires à la mise en œuvre des projets et leur sécurité juridique. Ces différentes doctrines ont été présentées et précisées à la suite de la réforme de l'évaluation environnementale, publiée en août 2016 et entrée en vigueur entre le 1er janvier 2017 et le 16 mai 2017.

6.3 Préparation des jeux olympiques et paralympiques 2024

La DRIEE est chargée de l'instruction de plusieurs procédures d’autorisation nécessaires à la réalisation des projets des jeux olympiques et paralympiques 2024. Ces procédures sont menées au titre de la loi sur l'eau, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, des demandes de dérogation à la destruction des espèces protégées, relatives aux incidences sur les sites Natura 2000, etc. Pour faciliter l'instruction de ces procédures, la DRIEE rencontre les porteurs de projet en amont des dépôts de ces différentes demandes d’autorisation.

Certaines d'entre elles doivent réglementairement être accompagnées d'une démarche d'évaluation environnementale. En 2018, la DRIEE a ainsi apporté un appui significatif pour accompagner cette évaluation environnementale, notamment au travers de :
• la clarification des autorités environnementales compétentes, en préparant l'évocation des premiers dossiers par le ministre en charge de l'environnement (Village Olympique, cluster olympique, piscine de Marville),
• la clarification des périmètres de projet, en préparant la demande de cadrage préalable auprès du ministère (CGEDD),
• l'appui à la rédaction de l'étude d'impact, ce qui a contribué à ce que les premiers avis de l'autorité environnementale soient très positifs sur la qualité des études d'impacts,
• l’appui à l’ordonnancement des procédures en lien avec l'évaluation environnementale.

6.4 Débat public, participation citoyenne, éducation à l'environnement et au développement durable

6.4.1 Participation au débat public relatif à l'environnement

• Animation du réseau des préfectures

La DRIEE anime un réseau régional des correspondants des préfectures chargés d'instruire les demandes provenant des associations pour les agréments de protection de l'environnement et les habilitations à participer au débat public dans le cadre d'instances consultatives. Depuis 2012, la DRIEE met à disposition une boîte à outils comportant des notes thématiques, un modèle d’arrêté départemental fixant les critères d’habilitation ainsi que divers modèles de lettres à destination des associations. Par ailleurs, la DRIEE diffuse régulièrement des informations (évolutions juridiques, éléments de jurisprudence…) au réseau des préfectures de département.

En 2018, des échanges bilatéraux ont eu lieu régulièrement avec l’ensemble des préfectures pour rappeler le contexte réglementaire et faire le point sur la vague de renouvellement des agréments et habilitations prévue en
2018 (les agréments et habilitations sont valables 5 ans).

Par ailleurs, dans le cadre de l’animation du réseau régional évaluation environnementale (qui associe l’ensemble des administrations impliquées dans l’évaluation environnementale), la DRIEE a organisé le 4 juin 2018 une réunion régionale avec les préfectures pour les informer et les accompagner sur la mise en œuvre de la plateforme « https://www.projets-environnement.gouv.fr » qui répond aux procédures de consultation du public et permet, notamment :
- la mise en ligne des études d’impact, en réponse à l’obligation issue de l’ordonnance du 3 août 2016,
- la mise à disposition du dossier de la participation du public,
- le versement des données de biodiversité.

- Instruction des demandes d’agrément, de renouvellement d’agrément et d’habilitation à participer au débat public relatif à l’environnement dans le cadre de certaines instances consultatives

43 avis ont été élaborés en 2018 dont 5 concernant des associations ayant leur siège dans le la Seine-Saint-Denis. Ces 5 avis ont été favorables, à savoir les renouvellements d’agrément des associations :
- Environnement 93, dans un cadre départemental,
- Environnement Dhus et Marne 93, dans un cadre départemental,
- Les amis du parc forestier de la Poudrerie, dans un cadre départemental,
- Réseau Action Climat, dans un cadre national,
- WWF France, dans un cadre national.

- Subventions de fonctionnement aux associations habilitées à participer au débat public relatif à l’environnement

En écho aux réformes visant à améliorer l’information et la participation du public dans le dialogue environnemental, la DRIEE soutient les acteurs qui contribuent à la qualité du débat public sur l’environnement : diffusion d’informations aux citoyens, mise en place et/ou participation à des instances consultatives, organisation de débats, concertations, démarches d’évaluation environnementale…

Dans ce cadre, la DRIEE a soutenu en 2018 les associations suivantes, agréées et habilitées à participer au débat public sur l’environnement, et exerçant en partie ou en totalité des activités sur le département de la Seine-Saint-Denis :
- Association RENARD (10 000€)
- Amis Naturalistes des Coteaux d’Avron (ANCA) (6 000€)
- Ligue de Protection des Oiseaux Ile-de-France (6 000€)
- Environnement 93 (1 000€)
- France Nature Environnement Ile-de-France (20 000€).

6.4.2 Participation du public

La DRIEE contribue au développement d’une culture de la participation.

En 2016, la modernisation du droit de l’environnement a renforcé les aspects réglementaires de la participation du public aux décisions ayant un impact sur l’environnement en introduisant de nouvelles procédures comme la concertation préalable ou le droit d’initiative. Ces procédures devraient permettre une meilleure compréhension et implication des acteurs dans les projets, plans ou programmes en amont des demandes d’autorisation des projets ou d’approbation des plans et programmes. La DRIEE a contribué à l’information des acteurs franciliens par l’organisation et la participation à des rencontres.


- Subventions en faveur de la participation citoyenne

La DRIEE soutient également des acteurs impliqués en faveur de la participation citoyenne. Les actions sont diverses et peuvent aller de la simple sensibilisation aux méthodes participatives à l’implication de citoyens dans des projets de territoire. Ainsi, la DRIEE a soutenu en 2018 l’association e-graine (8 000€) pour la réalisation d’une
plate-forme Internet visant à valoriser ces démarches participatives exemplaires sur le territoire francilien et dans le champ de l'environnement (site « Cultivons la participation citoyenne » en cours de finalisation). L'association « Atelier Otto », à Montreuil, a également été subventionnée pour coordonner des actions de concertation et de mobilisation des habitants au sein d'un projet d'aménagement de l'espace public (projet « Nous la Cité »).

La DRIEE a également soutenu l'association Profession Banlieue (5 000 €), œuvrant dans le département de la Seine-Saint-Denis. La demande de subvention portait sur l'organisation d'une journée d'étude pour la prise en compte des enjeux environnementaux à destination des professionnels de la politique de la ville et du renouvellement urbain.

Elle a également soutenu Grand Paris Sud Est Avenir (94) pour l'élaboration de son Plan Climat Air Energie Territorial (9 000€), le Conseil de développement de Grand Paris Sud (77/91) pour son implication dans la construction de la stratégie territoriale de gestion des déchets et d'économie circulaire (5 000 €) et le Parc Naturel Régional du Vexin français (15 000 €) pour la préfiguration du « labo vexin », un espace d'expérimentation dédié à la participation citoyenne.

### Éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD)

La DRIEE promeut l'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD) en prenant part à un lieu d'échanges et de structuration des actions entre les acteurs : l'espace régional de concertation sur l'éducation à l'environnement francilien (CEEF-ERC). Cette plate-forme d'échanges techniques réunit des acteurs issus de la sphère associative, mais également du monde de l'entreprise, de collectivités territoriales et de leurs agences (IAU-ARENE, ADEME, CD93...). Des services de l'Etat sont également présents (DRIEE, DRJSCS...).

La DRIEE réalise par ailleurs des projets régionaux d'EEDD en partenariat avec les 3 académies d'Ile-de-France. Ainsi, en 2018, le projet « Lycéens, collégiens, prenons notre air en main ! » a été porté en collaboration avec ONU-Environnement, Airparif, l'INRA et l'association grenobloise Monde Pluriel. 23 établissements ont travaillé toute l'année scolaire avec leurs classes sur les enjeux de la qualité de l'air en Ile-de-France et ont proposé leurs solutions innovantes à des professionnels (ingénieurs, techniciens, collectivités...) lors d'un grand colloque de restitution tenu le 12 avril 2018 à l'UNESCO. Dans le département de la Seine-Saint-Denis, 2 établissements ont participé au projet : le lycée Clémenceau à Villemomble et le lycée André Boulloche à Livry-Gargan.

#### Subventions en faveur de l'éducation à l'environnement

Enfin, la DRIEE soutient l'articulation et la rencontre des acteurs de l'éducation à l'environnement et au développement durable en Ile-de-France, ainsi que des actions partenariales et/ou innovantes permettant de développer cette éducation auprès de nouveaux acteurs. En 2018, la DRIEE a ainsi soutenu 10 actions en faveur de l'éducation à l'environnement pour un montant total de 52 225 €. Les associations subventionnées sont les suivantes : GRAINE Ile-de-France, Vivactiés Ile-de-France, Planète Sciences, Plante et Planète, le Réseau Français des Etudiants pour le Développement Durable, Pik Pik Environnement, Ecophylle, Coordination Eau Ile-de-France et Etudes et chantiers Ile-de-France.

### Économie verte – Economie circulaire

La DRIEE contribue à la transition énergétique et écologique par le soutien au développement d'une économie verte, en particulier d'une économie circulaire.

En 2018, la DRIEE a soutenu 3 projets d'économie verte :

- l'association E-Graine pour accompagner la transition professionnelle des jeunes avec un “rallye des métiers” auprès d'organismes de formation et d'entreprises (toute Ile-de-France),
- la CCI 78, pour la 2ème année consécutive, pour son projet éco-entreprise, territorialisée sur la zone d'activité de Limay-Porcheville,
- la réserve de Biosphère de Fontainebleau pour consolider les pratiques éco-responsables des entreprises avec engagement via une charte (77).

En plus de ces projets, la DRIEE a poursuivi son accompagnement à l'animation de réseaux et d'ateliers multi-acteurs pour l'économie verte : GIP Maximilien pour la commande publique verte avec le Teddif et Orée pour le Comité Francilien de l'Économie circulaire.
6.6 Démarches territoriales de développement durable

La DRIEE soutient le réseau TEDDIF ciblé sur les projets territoriaux de développement durable. Il est animé par le CEREMA et regroupe la DRIEE, l'ADEME, la Région et l'IAU. Il cible les collectivités intéressées par un Agenda 2030, un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), un Parc Naturel Régional ou un Territoire à Energie Positive pour la Croissance Verte (TEPCV). Le TEDDIF intervient pour l'ensemble de l'Ile-de-France en matière d'animation.

La DRIEE accompagne également techniquement et financièrement les collectivités s'engageant dans l'élaboration de leur projet territorial de développement durable : en 2018, Grand Paris Sud Est Avenir (94) a obtenu une subvention pour accompagner sa démarche de concertation dans le cadre de la réalisation de son Plan Climat Air Energie Territorial, ainsi que le Conseil de Développement de Grand Paris Sud (77/91) dans le cadre de la stratégie de gestion des déchets et d'économie circulaire.

Enfin, une nouvelle feuille de route universelle a été adoptée par l'ONU le 25 septembre 2015. Elle définit 17 objectifs de développement durable (ODD) qui forment le cœur de l'agenda 2030. Leur champ et leur ambition sont considérablement renforcés par rapport aux objectifs du millénaire pour le développement qui avaient été adoptés en 2000, socle des Agendas 21. En effet, les trois dimensions du développement durable sont désormais intégrées de manière transversale. Les objectifs de développement durable couvrent l'intégralité des enjeux du développement durable tels que le climat, la biodiversité, l'énergie, l'eau mais aussi la pauvreté, l'égalité des genres, la prospérité économique ou encore la paix, l'agriculture, l'éducation…

7 Qualité de l’air

7.1 Plan de Protection de l’Atmosphère (PPA)

Le Plan de protection de l’atmosphère (PPA) révisé a été approuvé le 31 janvier 2018. Il prévoit 25 défis déclinés en 46 actions faisant intervenir tous les secteurs d’activités ainsi que les collectivités. Les collectivités du département sont notamment concernées par les défis du secteur des transports et peuvent y contribuer. Le PPA prévoit en effet d’encourager les modes actifs (vélo, marche), les véhicules propres avec par exemple une tarification spéciale de stationnement, la mise en place d’aide au renouvellement des véhicules les plus polluants, l’installation de bornes de recharge et de favoriser le covoiturage avec la mise en place d’aires de covoiturage ou de voies dédiées.
Les actions concernant particulièrement la Seine-Saint-Denis sont les suivantes :

• mise en œuvre de la convention « Villes respirables en 5 ans » (action de la Métropole du Grand Paris sur la mise en œuvre d'une zone à basse émission dans le périmètre intra A86, action de Plaine Commune pour la résorption de 3 points durs piétons, action d'Est Ensemble pour la mise en place de parkings vélos sécurisés, et action du département pour l'aménagement et la valorisation d'itinéraires cyclables) ;

• mise en œuvre et contrôles des réglementations ICPE sur les émissions de particules et d'oxydes d'azote des industries ;

• réalisation de plans de mobilité pour les entreprises et les administrations de plus de 100 salariés sur un même site, réalisation de plans locaux de déplacements par les collectivités (Plaine Commune et Est Ensemble ont un plan local de déplacement approuvé à ce jour) ;

• mise en place d'un fonds air bois sur l'ensemble du territoire de la Métropole du Grand Paris pour le renouvellement des appareils de chauffage au bois peu performants et polluants ;

• autres défis transport applicables sur tout le territoire de la région Ile-de-France.

A l'occasion de la journée régionale de la qualité de l'air qui s'est déroulée le 18 septembre 2018, s'est tenu le Comité de suivi du PPA autour de deux tables rondes :

• Les collectivités franciliennes en action. Cette table ronde a permis d'illustrer les actions des collectivités en faveur de la qualité de l'air suite à l'élaboration du PPA et de la feuille de route pour la qualité de l'air. Ont accepté de participer à cette table ronde : Conseil régional, Métropole du Grand Paris, Conseil départemental du Val-de-Marne, Association des Maires d'Ile-de-France.

• L'avancement des défis du PPA et les perspectives. Au cours de cette table ronde, chaque président d'un groupe de travail (Aérien, Agriculture, Industrie, Résidentiel-Tertiaire, Transports, Actions citoyennes) a présenté ce qui a été fait depuis l'approbation du PPA et ce qui est envisagé pour l'année à venir.

Cette première année depuis l'approbation du PPA a permis de réaliser les travaux préparatoires d'actions plus concrètes ou de sensibilisation à venir (élaboration des chartes, des plaquettes de sensibilisation, des études notamment de la zone à faibles émissions et le dimensionnement du fonds air bois régional). L'année 2019 devra permettre de diffuser ces documents et de concrétiser les actions.

### 7.2 Feuille de route pour la qualité de l'air

Les collectivités se sont notamment engagées à :

- agir de concert avec les autres acteurs franciliens en participant activement à l’instance de coordination mise en place par l’État et le Conseil régional ;
- mettre en œuvre une communication coordonnée de sensibilisation des Franciliens aux enjeux sanitaires de la qualité de l’air, aux actions qu’ils peuvent mettre en œuvre et aux aides mises à leur disposition ;
- étudier ensemble la mise en place d’un guichet unique permettant aux Franciliens de connaître les aides offertes par chacun pour changer de comportement.


La Métropole du Grand Paris travaille sur la mise en place d’une zone à faible émission à l’intérieur de l’A86, A86 exclue, qui interdira les véhicules non classés et Crit’Air 5 à partir du 1er juillet 2019. L’accompagnement de cette mesure soutenue au niveau national, justifiée par les enjeux de santé publique et qui reste la mesure la plus efficace pour diminuer les émissions atmosphériques en Île-de-France est indispensable. La diffusion de l’information sur les enjeux sanitaires de la pollution, l’organisation d’événements de sensibilisation, le relais de l’information sur les travaux sur cette zone à faible émission et la mise en place d’aides aux modes de déplacement plus vertueux participent à cet accompagnement.

7.3 Fonds Air Bois

Un Fonds Air bois a été mis en œuvre par le CD91 et l’ADEME sur un territoire donné du département. Ce fonds air-bois consiste en une prime de 1000 € (500€ ADEME, 500€ CD91) octroyée pour le remplacement d’un appareil de chauffage individuel au bois peu performant en un appareil performant labellisé.

Deux autres fonds air-bois sont en train d’être mis en place :
- un fonds air-bois régional pour le renouvellement des foyers fermés à usage principal,
- un fonds air-bois métropolitain pour le renouvellement des foyers à usage d’agrément ou d’appoint.

8 Transition énergétique

Pour lutter contre le changement climatique et réduire la facture énergétique de la France, la transition énergétique est une priorité pour notre pays, qui doit transformer son modèle énergétique. Elle offre également l’opportunité d’améliorer la qualité de l’air et de créer des emplois locaux générés par la croissance verte : nouveaux marchés dans les domaines du bâtiment durable et de l’efficacité énergétique, des énergies renouvelables ainsi que des transports propres.

En Île-de-France, la stratégie en matière de transition énergétique est définie par le Schéma Régional du Climat, de l’Air et de l’Énergie (SRCAE), élaboré en 2012 conjointement par l’État et le Conseil régional. Ce schéma fixe les trois grandes priorités d’actions pour la région :
- Multiplier les rénovations énergétiques des bâtiments existants ;
- Développer le chauffage urbain alimenté par des énergies renouvelables et de récupération (chaleur fatale, géothermie, biomasse) ;
- Agir sur le trafic routier et réduire les émissions, qu’il s’agisse des gaz à effet de serre ou des polluants atmosphériques, enjeu sanitaire majeur dans notre région.

8.1 Appel à projets « territoires à énergie positive pour la croissance verte »

Pour accompagner la loi de Transition Énergétique pour la Croissance Verte, la Ministre de l’environnement de l’énergie et de la Mer, chargée des relations internationales sur le climat a impulsé une nouvelle dynamique en lançant, en septembre 2014, l’appel à projets « Territoires à Énergie Positive pour la Croissance Verte ». La finalité
de cet appel à projets était d’encourager et d’accélérer les actions des territoires et des collectivités en faveur de la transition énergétique, qu’il s’agisse de réduire les consommations d’énergie, de développer les énergies renouvelables ou de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

À ce jour, l’Île-de-France compte 38 territoires labellisés (lauréats ayant effectivement signé une convention de financement), couvrant 8 171 308 habitants.

L’appel à projet finançait des actions jusqu’à 80 % de leur montant. Les crédits déjà engagés en Île-de-France s’élèvent à 25 Meuros et se répartissent selon les axes suivants :

Répartition des aides allouées en fonction des axes d’intervention

En Seine-Saint-Denis, on dénombre ainsi :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Territoires labellisés</th>
<th>Montant de la subvention</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Conseil Départemental de Seine-Saint-Denis</td>
<td>240 000 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Communauté d’Agglomération Est-Ensemble</td>
<td>500 000 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Aulnay-sous-Bois et Sevran</td>
<td>1 780 493 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Villes de Clichy-sous-Bois et Montfermeil</td>
<td>500 000 €</td>
</tr>
<tr>
<td>Établissement Public Territorial Plaine Commune</td>
<td>300 000 €</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Fin 2018, sur les 3 320 493 € engagés en Seine Saint-Denis, 437 758 € ont été payés (hors avance), ce qui représente 13 % d’avancement.
8.2 Plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET)

La mise en œuvre de la transition énergétique et des objectifs et actions du SRCAE repose localement sur les différents acteurs, dont les collectivités, qui doivent élaborer un Plan Climat-Air-Énergie territorial (PCAET) pour formaliser leur politique climatique et énergétique.

L'article L.229-26 du code de l'environnement demande en effet aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre, de plus de 20 000 habitants, de réaliser un PCAET. La Métropole du Grand Paris doit également réaliser un plan climat métropolitain (PCAEM) sur l'ensemble de son territoire et, en son sein, les établissements publics territoriaux (EPT) doivent élaborer un plan climat-air-énergie, qui doit être compatible avec le PCAEM.

Le PCAET est un document qui doit mettre en cohérence les diverses politiques publiques du territoire, avec pour finalités la lutte contre le changement climatique, l'adaptation au changement climatique, la transition énergétique et l'amélioration de la qualité de l'air. Il précise les objectifs définis par le schéma régional du climat, de l'air et de l’énergie (SRCAE) et déclinés à l'échelle du territoire concerné : réduction des émissions de gaz à effet de serre, amélioration de l'efficacité énergétique (notamment du bâti) et augmentation de la part des énergies renouvelables dans la production d'énergie. Il doit également inscrire ses actions liées à l'amélioration de la qualité de l'air en cohérence avec le Plan de Protection de l'Atmosphère.

Les PCAET doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale dans le but de démontrer que les actions prévues permettent d'atteindre les objectifs assignés au territoire et de vérifier qu'elles prennent en compte les enjeux environnementaux et sanitaires liés à l'énergie et à sa production, ceux liés à la qualité de l'air et ceux conditionnés par le changement climatique (notamment les risques naturels et les enjeux liés à l'eau), mais aussi les interactions de ces enjeux entre eux et avec les autres enjeux du territoire, tels que la protection ou la valorisation du patrimoine bâti et naturel et des paysages associés, la préservation de la biodiversité et la limitation de la pollution des sols et du bruit (et de l'exposition de la population à ceux-ci).

Leur élaboration doit être précédée d'une concertation préalable dans le cadre de l'ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016 de réforme des procédures destinées à assurer l’information et la participation du public à l’élaboration de certaines décisions susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement.

Dans la Seine-Saint-Denis, les établissements publics territoriaux suivants sont concernés :
- l'EPT Plaine-Commune (414 000 habitants), qui a notifié au préfet de région le lancement de son plan climat le 17 juillet 2017,
- l'EPT Paris-Terres-d'Envol (349 000 habitants),
- l'EPT Est-Ensemble (400 000 habitants), qui a adopté un projet de plan climat le 21 février 2017,
- l'EPT Grand-Paris-Grand-Est (386 000 habitants).

Les services de l'État apportent leur appui à l'élaboration de ces PCAET et du PCAEM, notamment par la mise à disposition d’un guide pratique PCAET permettant de guider les collectivités dans leur démarche, en rappelant les priorités régionales définies dans le SRCAE et en précisant le contenu, les modalités d'acquisition des données et les étapes du plan (diagnostic, stratégie territoriale, programme d'action et dispositif de suivi et d'évaluation).

La DRIEE et l'Ademe Ile-de-France ont élaboré et mettent à disposition sur leur site internet un guide pratique francilien d'élaboration des PCAET. Il se veut complémentaire de la plaquette d'information Élus, l'essentiel à connaître sur les PCAET et du guide national PCAET, comprendre, construire et mettre en œuvre édités par l'ADEME.

Ce guide est accessible à cet URL :

Il apporte les informations clés pour l’élaboration du PCAET en Ile-de-France en :

- fournissant les éléments nécessaires aux grandes étapes de l’élaboration des PCAET, notamment sur la collecte des données territoriales,
- présentant les outils régionaux et les partenaires incontournables du territoire pour la réussite du PCAET,
- proposant des conseils méthodologiques et expose des bonnes pratiques pour élaborer, mettre en œuvre les plans d’actions et animer leur suivi.

8.3 Schéma Régional Biomasse

Les travaux d’élaboration du Schéma Régional Biomasse d’Ile-de-France ont été lancés officiellement lors d’un comité de pilotage présidé par la Présidente de Région et par le Préfet de Région le 16 mai 2018. Introduit en même temps que la Stratégie Nationale de Mobilisation de la Biomasse par la loi relative à la Transition Énergétique pour la Croissance Verte du 17 août 2015, le schéma :

- détermine les orientations et actions à mettre en œuvre à l’échelle régionale ou infra-régionale pour favoriser le développement des filières de production et de valorisation de la biomasse susceptible d’avoir un usage énergétique,
- veille au respect de la multifonctionnalité des espaces naturels, notamment les espaces agricoles et forestiers,
- veille à atteindre le bon équilibre régional et la bonne articulation des différents usages du bois et de la biomasse en général,
- vise à optimiser l’utilisation de la ressource, en tenant compte de sa quantité, de sa nature et de son accessibilité, ainsi que du tissu économique et industriel.

Du point de vue du contenu, le Schéma Régional Biomasse se décompose en deux parties :

- un état des lieux de la filière ;
- un document d’orientation contenant des objectifs quantifiés ainsi qu’un plan d’action.


9 Energie

9.1 Développement de la géothermie

Le dogger est le principal aquifère utilisé en Ile-de-France. Dans le département de la Seine-Saint-Denis, les installations de géothermie au dogger autorisées et en fonctionnement sont les suivantes :

- La Courneuve sud
- La Courneuve Nord
- Le Blanc-Mesnil
- Neuilly-sur-Marne
- Tremblay,
- Rosny-sous-Bois
- Tremblay-en-France
- Villepinte

En 2018, les dossiers de géothermie traités ont été les suivants :

- 1 autorisation de travaux : SIPPEREC – Bobigny et Drancy – arrêté du 24/01/18,
9.2 Modifications du réseau de transport de l'électricité

L’année 2018 a été marquée par une évolution importante de la réglementation : la loi ESSOC a supprimé la nécessité d’une Approbation du Projet d’Ouvrage (APO) pour les modifications de lignes souterraines du réseau de transport de l’électricité et pour les postes de transformation. Seules la création et certaines modifications de lignes aériennes sont à présent soumises à une telle procédure. Les autres étapes de l'instruction administrative des modifications du réseau de transport de l'électricité restent quant à elles inchangées.

Le dossier suivant a été instruit :

Par ailleurs, le projet suivant est en cours d’étude par le porteur de projet :
- Création d’une ligne souterraine à 225 kV entre les postes de Gambetta (75) et Vincennes (94) afin de sécuriser l’alimentation du poste Gambetta

L'instruction du projet de mise en souterrain lié aux jeux olympiques et paralympiques 2024 s’est poursuivie : les travaux sont prévus en 2022-2023.

9.3 Préservation du réseau stratégique

L'Île-de-France importe 95 % de l’électricité qu’elle consomme. Il est donc nécessaire de préserver le réseau de transport de l’électricité. Cet enjeu est inscrit dans le schéma directeur régional d’Île-de-France (SDRIF) approuvé en décembre 2013.


9.4 Méthanisation

**Obligation d’achat du biométhane injecté dans le réseau de gaz naturel** :

Aucune attestation (ou modification d’attestation) ouvrant droit au tarif de rachat de biométhane injecté dans le réseau de gaz naturel n’a été demandée en 2018.
Appel à projet commun biogaz Région/ADEME :

Aucun dossier n’a été auditionné par la cellule biomasse élargie (DRIEE, DRIAAF, ADEME, IAU, Région) dans le cadre de l’Appel à projet biogaz commun Région/ADEME pour cette année 2018.

9.5 Biomasse

Aucun dossier n’a été auditionné par la cellule biomasse élargie (DRIEE, DRIAAF, ADEME, IAU, Région) dans le cadre de l’Appel à projet biomasse commun Région/ADEME pour cette année 2018.

9.6 Aides et subventions énergies renouvelables et de récupération

Plusieurs dossiers concernant le département de Seine-Saint-Denis ont été présentés à la Commission Régionale des Aides de l’ADEME en 2018 :

- La création d’un forage de géothermie profonde sur le site de La Courneuve Nord avec mise en place d’une pompe à chaleur et d’un programme de densification du réseau. Ce projet a reçu un avis favorable en février 2018 pour une aide ADEME de 1.283.595 €, attribuée au Syndicat Mixte des Réseaux d’Energie Calorifique (SMIREC) ;
- L’extension du réseau de chaleur du Blanc-Mesnil. Ce projet a reçu un avis favorable en juillet 2018 pour une aide ADEME de 968.400 € attribuée à Blanc-Mesnil Energie Services (BMES) ;
- La création d’une unité de déconditionnement et d’hygiénisation à Stains. Ce projet a reçu un avis favorable en septembre 2018 pour une aide ADEME de 450.000 €, attribuée à Moulinot Compost & Biogaz.

10 Risques naturels

10.1 Prévision des crues

Le Service de prévision des crues Seine moyenne Yonne Loing (SPC SMYL) de la DRIEE surveille la Marne et la Seine dans leur traversée du département de la Seine-Saint-Denis. 9 communes bénéficient tous les jours de l’année de la vigilance produite par le SPC sur les tronçons Marne aval (Gagny, Gournay sur Marne, Neuilly Plaisance, Neuilly sur Marne et Noisy le Grand) et Seine à Paris (Epinay-sur-Seine, Ile-Saint-Denis, Saint-Denis et Saint-Ouen).

L’année 2018 a été marquée sur le plan hydrologique par une période de crue notable de la Seine et de la Marne sur les mois de janvier et février. Le reste de l’année a été beaucoup plus calme, avec une période d’étiage qui a débuté en juillet pour se terminer début décembre seulement.

La crue de janvier – février 2018 : une crue type du bassin de la Seine

Contrairement à l’épisode de juin 2016, très particulier, la succession des ondes de crue des mois de janvier et février correspond à un schéma classique des crues du bassin de la Seine, consécutif à une succession d’épisodes pluvieux venant saturer progressivement l’ensemble des bassins versants. Dans les faits, la pluviométrie sur les mois de décembre 2017 et janvier 2018 a dépassé de 50 à 100 % les cumuls habituels. Les réactions des cours d’eau ont ainsi été généralisées (au contraire de l’épisode de juin 2016 qui a vu des crues exceptionnelles se former sur le bassin du Loing et les affluents franciliens de la Seine moyenne), et ont touché en particulier la Seine et la Marne à l’amont de l’Île-de-France.

Les crues formées ont atteint des niveaux peu fréquents (d’une période de retour proche de la vicennale) sur le secteur de la Bassée (Seine-et-Marne) et sur la Marne et supérieurs à ceux de 2016, justifiant une vigilance pendant une durée importante (cinq semaines sur la Seine en Bassée, sept semaines sur la Marne), fortement préjudiciable aux enjeux inondés (plutôt ruraux sur la Bassée, plus urbanisés sur la Marne). On note en particulier des atteintes importantes sur le secteur de la confluence entre le Grand Morin et la Marne (secteur de Condé-Sainte-Libiaire, en Seine-et-Marne) ainsi que dans l’arrivée dans l’agglomération francilienne (dépassement de la murettes de protection de Gournay-sur-Marne par exemple).
Sur la Seine moyenne et à Paris, les niveaux atteints correspondaient à une période de retour comprise entre la décennale et la vicennale, et ont généré une vigilance pendant cinq à sept semaines. Ils ont toutefois été un peu inférieurs à ceux de 2016, mais avec des conséquences similaires (en particulier sur le secteur de Villeneuve-le-Roi, à la confluence entre la Seine et l'Yerre). Les affluents du secteur ont néanmoins été beaucoup moins touchés.

Sur l'aval de Paris, sous l'influence d'une crue faible de l'Oise, les niveaux de la Seine, d'une période de retour de l'ordre de la décennale, ont été plus élevés qu'en 2016, pendant une durée assez longue (cinq semaines de vigilance), là aussi, aggravant les atteintes sur les îles de Seine ou les abords du fleuve, et impliquant une sollicitation importante des services de gestion de crise.

### 10.2 Pôle interdépartemental de prévention des risques naturels

**Cadre réglementaire existant**

Dans le département de la Seine-Saint-Denis, les missions relatives à la prévention des risques de mouvements de terrain et de risques d’inondation sont portées par le **pôle inter-départemental de prévention des risques naturels (PIRiN)** de la DRIEE.

En ce qui concerne les risques naturels, le département de la Seine-Saint-Denis est notamment exposé :

- à un risque d’**inondation** par débordement de la Seine et de la Marne ;
- à un risque de **mouvements de terrain** liés à la présence d’anciennes carrières ou au phénomène de dissolution de gypse.
Plusieurs plans de préventions des risques existent ainsi dans le département :

- En ce qui concerne le risque d’inondation : le plan de prévention des risques d’inondation de la Seine a été approuvé le 21 juin 2007, le plan de prévention de la Marne a été approuvé le 15 novembre 2010.

- En ce qui concerne les risques liés aux mouvements de terrain :
  - Trois plans de prévention des risques liés aux mouvements de terrain sont approuvés :
    - Le PPR liés aux anciennes carrières de Gagny a été approuvé (révision) le 21 mai 2013. Il prend en compte la présence de cavités souterraines liées aux anciennes carrières de gypse sur la commune de Gagny. Il est prévu qu’il soit révisé pour prendre en compte les travaux de renforcement et de mise en sécurité prévus sur l’ancienne carrière de l’ouest ;
    - Le PPR de Montreuil a été approuvé le 22 avril 2011. Il prend en compte, dans une approche multirisque, les mouvements de terrain liés la présence d’anciennes carrières, au phénomène de dissolution de gypse et au phénomène de retrait-gonflement des argiles (sécheresse).
    - Le PPR liés aux anciennes carrières de Romainville a été approuvé le 23 octobre 2001.
  - 10 PPR liés aux mouvements de terrain ont été prescrits, mais n’ont à ce jour pas été approuvés pour les communes de Bagnolet, Le Raincy, Livry Gargan, Neuilly-Plaisance, Saint-Denis, Saint-Ouen, Tremblay-en-France, Villepinte et Villetaneuse.
  - un PPR a été prescrit le 10 janvier 2019 pour le bassin regroupant les communes des Lilas, du Pré-Saint-Gervais et de Pantin et est en cours d’élaboration.
  - enfin, un PPR lié au phénomène de retrait-gonflement des argiles a été prescrit en 2001 sur les 40 communes du département.

Par ailleurs, le territoire est concerné par un Programme d’Actions de Prévention des Inondations (PAPI), le PAPI de la Seine et de la Marne franciliennes labellisé sur le territoire de Paris / proche couronne. Porté par l’EPTB Seine Grands Lacs, il associe également la Ville de Paris et les 3 Conseils Départementaux de proche couronne. Le CD 93 y conduit essentiellement des actions d’amélioration de la connaissance ou de réduction de la vulnérabilité des équipements départementaux. A titre d’exemple, en 2017, le conseil départemental a commencé une étude de recensement et de description des dispositifs de protection en place le long de la Marne et de la Seine. La convention cadre du PAPI prend fin à la fin de l’année 2019.

**Plan d’actions**

La stratégie régionale de prévention des risques naturels, approuvée en 2013 et actuellement en cours de révision, définit comme objectifs, l’amélioration de la cohérence et de l’efficacité des politiques de prévention des risques naturels en Ile-de-France, la définition des principales orientations stratégiques, des actions de portée régionale mises en œuvre par les services déconcentrés du ministère de l’écologie et de leur déclinaison à l’échelle des territoires d’action prioritaires. Elle prévoit notamment que lorsque l’État dispose d’une nouvelle connaissance de l’aléa, le préfet la porte à la connaissance des maires. Ce porter à connaissance comprend un résumé de l’étude d’aléas et propose des recommandations de prise en compte dans les documents d’urbanisme. L’absence de périmètre R.111-3 et la mise en évidence d’aléas fort ou très fort sont des critères de priorisation pour l’élaboration des PPR. Cela explique que pour certaines communes, des PPR sont prescrits mais la démarche d’élaboration n’a pas été poursuivie pour l’instant. Dans d’autres cas, les études sont anciennes, ou selon des méthodologies qui ont évolué, ce qui nécessite d’actualiser les études d’aléas.

Le plan d’actions de prévention des risques naturels dans la Seine-Saint-Denis se poursuit en 2019, il sera actualisé dès finalisation de la révision de la stratégie régionale. Les actions suivantes peuvent être citées pour 2019 :

- S’agissant de la **prévention des mouvements de terrain** :
  - Les communes de Pantin, des Lilas et du Pré-Saint-Gervais sont concernées par les risques de mouvements de terrain liés aux anciennes carrières. **Un porter à connaissance (PAC) présentant le**

risque a été transmis en février 2018 aux maires des trois communes et au président de l'EPT Est Ensemble. Cette information sur l'aléa et les recommandations associées en termes d'urbanisme avaient fait l'objet de réunion préalables avec les collectivités. Une réunion publique sur ce sujet a par ailleurs été organisée avec la commune de Pantin le 5 décembre 2018.

Dans la continuité de ce PAC, compte tenu de la présence d'énormes dans les zones d'aléas fort et très fort, il est prévu d'élaborer un plan de prévention des risques de mouvements de terrain (PPRMT). Ce plan portera uniquement sur les risques liés aux anciennes carrières et sera réalisé sur le bassin de risques constitué par les trois communes. Afin de lancer la procédure d'élaboration du PPRMT, plusieurs réunions de travail ont été organisées avec les services des collectivités en 2018. L'arrêté de prescription du PPRMT a été signé le 10 janvier 2019. La procédure d'élaboration du PPRMT et la concertation sont en cours en vue d'une approbation dans 3 ans.

- S'agissant de l'ancienne carrière de l'Ouest à Gagny (ancienne carrière de gypse située dans le nord-ouest de la commune de Gagny, en limite de la commune du Raincy), dont les galeries souterraines sont à l'origine d'un risque d'effondrement, les réunions du groupe de travail réunissant les services de l'État se sont poursuivies en 2018. Une concertation préalable sous l'égide d'un garant de la commission nationale du débat public sera menée début 2019 et les premières demandes d'autorisations préalables pour la réalisation des travaux de mise en sécurité sont en cours d'instruction.

- Des études d'aléas ont été menées sur plusieurs communes et feront l'objet d'un porter-à-connaissance en 2019 (notamment sur le risque de dissolution de gypse à Livry-Gargan et sur le risque lié aux anciennes carrières à Bagnolet).

- Une étude d'aléa lié à la dissolution du gypse a été lancée fin 2018 et sera menée conjointement par le CEREMA et l'INERIS en 2019 sur la commune de Sevran selon une nouvelle méthodologie en intégrant les éléments de connaissance récents apportées par les sondages du Grand Paris.

- Il est rappelé que des subventions sont possibles, au titre du fonds de prévention des risques naturels majeurs (appelé également Fonds Barnier) pour une partie des travaux de reconnaissance et de comblement des cavités souterraines. De même, lorsqu'un arrêté de péril imminent impose le regroupement des riverains, les frais associés peuvent être entièrement pris en charge par le Fonds Barnier. L'accompagnement de la commune de Sevran en vue de l'acquisition amiable de trois pavillons menacés d'effondrement suite à la venue à jour d'un fontis s'est poursuivi en 2018. Une réunion publique s'est tenue le 12 décembre 2018 afin de présenter le phénomène et d'échanger sur les moyens de prévention et les aides possibles au titre du fonds Barnier. Cet accompagnement se poursuivra en 2019.

Le PIRiN instruit les dossiers de demandes de subventions Fonds Barnier et peut utilement fournir des informations sur les possibilités de subvention. En 2018, trois demandes de subvention ont ainsi...
été instruites concernant des études de reconnaissance des cavités souterraines à Villepinte (1) et à Pantin (2) et une subvention a également été attribuée pour des travaux de comblement des cavités souterraines à Villepinte.

- S’agissant de la **prévention des inondations**, 

  - Le PIRIN répond régulièrement à des demandes d’interprétation sur les deux plans de prévention du risque d’inondation, qui concernent respectivement la Seine ou la Marne dans le département de la Seine-Saint-Denis.
  - Le 20 décembre 2013, le préfet coordonnateur de bassin, préfet de région, a approuvé les cartes imposées par la directive européenne inondation. Ces cartes, élaborées à l’échelle du Territoire à Risque Important (TRI) “Métropole francilienne”, composé de 141 communes riveraines de la Seine, de la Marne et de l’Oise (dont 9 dans le 93), ont été réalisées par la DRIEE, en association avec les parties prenantes (EPTB, collectivités, associations). Elles comprennent :
    - une carte des surfaces inondables pour chacun des trois scénarios : aléas de forte probabilité (période de retour entre 10 et 30 ans), de probabilité moyenne (période de retour entre 100 et 300 ans) et de faible probabilité (période de retour d’au moins 1000 ans) de crue ;
    - une carte de synthèse des surfaces inondables regroupant les trois aléas ;
    - une carte des risques comportant les enjeux ajoutés sur la carte de synthèse des surfaces inondables.

Ces cartes ont fait l’objet d’un porteur à connaissance (PAC) transmis le 28 avril 2015 à chacune des collectivités concernées par le périmètre de la cartographie. En 2018, le PIRIN a régulièrement appelé l’attention des porteurs de projet et aménageurs sur la nécessité de prendre en compte la crue millénaire (crue extrême) pour l’ensemble des établissements utiles à la gestion de crise, les ICPE et les « infrastructures structurantes » situés dans l’enveloppe de ce phénomène dont il a connaissance, comme cela est prévu par la circulaire du 14 août 2013. Cet circulaire, prise en application de la directive inondations, précise en effet la manière de prendre en compte le scénario réglementaire de crue extrême (scénario millénaire) pour les nouveaux projets, mais également pour les bâtiments existants. Cette sensibilisation se poursuivra en 2019.

- En ce qui concerne la mission de référent départemental inondation (RDI), une démarche de révision des zones de transition des seuils de vigilance Vigicrues a été menée sur les stations de référence des départements d’Île-de-France en 2017. Pour le département de Seine-Saint-Denis, une étude a été réalisée pour les stations de Gournay-sur-Marne et Paris-Austerlitz et des propositions ont été présentées à la préfecture fin 2017. À la suite de la crue de la Marne de début 2018, des échanges avec la préfecture concernant ces propositions ont conduit à proposer une revue légèrement à la baisse des seuils définissant la zone de transition jaune-orange, à la station de Gournay-sur-Marne. Les propositions ont été validées et seront opérationnelles dès l’hiver 2019.

- Par ailleurs les actions suivantes ont été mises en œuvre après la crue de début janvier :
  - Des relevés de laisses de la crue de la Marne ont été effectués sur le terrain afin de cartographier l’enveloppe de la zone inondée.
  - Le retour d’expérience a montré la nécessité de réviser la carte de la zone inondée potentielle (ZIP) pour la cote de 5,65 m à l’échelle de Gournay-sur-Marne (et ainsi ajuster la cote à partir de laquelle la hauteur d’eau dépasse celle de la murette anti-crues). Cette mise à jour a été effectuée en 2018.

- Une application nationale appelée Vigicrues flash a été mise à disposition de la préfecture et des communes en mars 2017. Il s’agit d’un dispositif d’alerte gratuit concernant les cours d’eau hors réseau Vigicrues qui réagissent dans des délais réduits. Les avertissements sont générés à partir d’un modèle hydrologique qui évalue un risque de crue en fonction des dernières précipitations mesurées par Météo France. Il est rappelé que les communes concernées peuvent s’inscrire à ce dispositif ainsi qu’à celui d’APIC (« avertissement pluies intenses à l’échelle des communes ») déjà existant.

### 10.3 Contrôle de la sécurité des ouvrages hydrauliques

**8 digues de protection** sont recensées en Seine-Saint-Denis. Elles sont situées sur les communes de Gournay-sur-Marne, Noisy-le-Grand, Neuilly-Plaisance, L’Île-Saint-Denis, Saint-Denis et Saint-Ouen. Aucun de ces ouvrages n’a été classé avant la publication du décret du 12 mai 2015. Depuis cette date, les systèmes d’endiguement ne peuvent plus être classés qu’à l’initiative de la collectivité qui exerce la compétence GEMAPI. L’ensemble de ces ouvrages a vocation à être intégré dans le système d’endiguement de la Métropole du Grand Paris, en cours de définition.
Le service de contrôle a effectué une visite post-crue des digues de Gournay le 13 mars 2018. Cette visite a été l'occasion de rappeler les règles de bonne gestion d'une digue (notamment pas de rehausse de l'ouvrage – même ponctuelle - sans étude préalable des conséquences potentielles, cette pratique contribuant à augmenter la pression sur l'ouvrage au-delà du niveau pour lequel il a été conçu, et entraînant ainsi une aggravation du risque de rupture) et de faire un point sur l'état des murettes.

Contact :

Unité départementale de Seine-Saint-Denis
DRIEE
Tel : 01 48 96 90 90
Mel : ud93.driee-if@developpement-durable.gouv.fr